

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la Chambre d'Agriculture du Var

ENTRE

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE, Square Mozart CS 90129 83004 DRAGUIGNAN Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier AUDIBERT TROIN, en vertu de la délibération N°C_2016_

ci-après désignée « CAD »

D'une part,

ET

La Chambre d'Agriculture du Var sise 11 rue Pierre Clément CS 40203 83006 DRAGUIGNAN CEDEX, représentée par son Président Monsieur Alain BACCINO,

D'autre part,

Article 1 : Motifs de la convention

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « développement économique », la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) soutient les démarches en faveur du développement agricole. En 2014 un POPI a été réalisé en collaboration avec le CERPAM. En juin 2016, un état des lieux de l'agriculture en Dracénie établi conjointement avec la Chambre d'Agriculture du Var a mis en évidence les points forts et points faibles du territoire en la matière et a été présenté en bureau communautaire. Celui-ci a approuvé le principe de soutien et de développement de l'agriculture sur le territoire via la définition d'un programme d'actions avec l'ensemble des acteurs de la filière agricole d'ici fin 2017. Cet état des lieux fait apparaître 3 axes de travail majeurs :

- la valorisation des produits agricoles locaux ;
- la préservation et la valorisation des territoires agricoles à enjeux ;
- la transmission des exploitations agricoles.

Cette volonté a été confirmée par une délibération en Conseil d'Agglomération du 22 septembre 2016 actant la mise en place d'une Charte Agricole.

La Chambre d'Agriculture du Var est un établissement public, au service des agriculteurs et des collectivités, investi d'une double mission :

- une mission institutionnelle : pour représenter et défendre les intérêts généraux de l'agriculture varoise,
- une mission économique : pour informer, conseiller, former et accompagner au mieux chaque agriculteur et les structures collectives agricoles dans la mise en œuvre de leur projet ; ainsi que les collectivités locales, dans la définition et la mise en œuvre de leur politique agricole territoriale.

La Chambre d'Agriculture du Var avec le soutien du Conseil Départemental du Var souhaite encourager et accompagner l'implication des intercommunalités en faveur de l'agriculture. Sur le modèle du travail conduit sur l'intercommunalité Provence Verdon en 2014 et 2015 et sur celle de Lac et Gorges du Verdon en 2016, la Chambre d'Agriculture du Var propose de porter une réflexion sur le foncier agricole et la transmission des exploitations agricoles sur le territoire de la Dracénie.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la Chambre d'Agriculture du Var veulent unir leurs compétences et leurs moyens pour développer des actions de gestion durable des espaces agricoles.

Compte tenu de ces éléments, Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 2 : Objet de la convention

L'objectif des deux parties est d'accompagner la dynamique engagée par la CAD par une action ciblée sur le foncier agricole et la transmission/installation des exploitations agricoles sur l'ensemble du territoire de l'EPCI. La présente convention a donc pour objet de **déterminer les conditions de partenariat** entre la CAD et la Chambre d'Agriculture du Var pour atteindre cet objectif.

Article 3 : Engagement de La Chambre d'Agriculture du Var

Le travail s'articule en deux phases :

- identification du potentiel de transmission ;
- définition de secteurs de reconquête agricole et des moyens d'intervention correspondants.

Il a pour but :

- d'obtenir une caractérisation socio structurelle des exploitations professionnelles des 55 ans et plus ;
- d'évaluer le potentiel de transmission et de localiser les secteurs à risque en matière de reprise d'exploitation, de maintien des espaces cultivés, de déstructuration du foncier agricole ;
- d'apporter aux élus locaux des informations précises sur les enjeux agricoles de leur territoire notamment en matière de transmission et de mobilisation du foncier et ainsi de proposer des moyens d'actions adaptés.

Ce travail sera réalisé sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité.

PHASE 1 : Identification du potentiel de transmission des exploitations agricoles

Cette étape permet de connaître les projets de transmission des exploitants professionnels agricoles de 55 ans et plus pour anticiper les cessations d'activité sans repreneur mais aussi d'identifier des secteurs à enjeux en matière de transmission des exploitations agricoles.

Il s'agit, sur la base d'un travail d'inventaire des exploitants professionnels agricoles de 55 ans et plus, de rencontrer chaque exploitant afin de recueillir les caractéristiques de l'exploitation, les difficultés rencontrées, mais aussi et surtout sur les projets de l'exploitation notamment en matière de transmission.

Lors de ces rencontres, les aides relatives aux fonds PIDIL seront détaillées, ainsi que les organismes pouvant les accompagner dans leur projet. Un questionnaire servant de support à ces rencontres sera préalablement co-construit avec la CAD et la SAFER. Le parcellaire des chefs d'exploitations de 55 ans et plus sera cartographié selon leur projet de transmission (certaine, incertaine, non assurée). Une analyse de ces exploitations sera produite.

PHASE 2. La définition d'une politique d'intervention sur des secteurs à enjeux : propositions d'intervention foncière

Le croisement des secteurs de déprise agricole et des secteurs à enjeux de transmission des exploitations agricoles permettra de proposer des outils adaptés pour répondre aux problématiques identifiées et redynamiser ces espaces. Seront notamment étudiés les outils de :

- restructuration du foncier agricole (aménagement foncier agricole et forestier, échanges amiables...);
- gestion et mise en valeur (politique de lutte contre les friches, fermes relais/fermes communales...);
- préservation du foncier agricole;
- maîtrise du foncier agricole (SAFER...).

Ce travail sera réalisé sous forme de groupe de travail impliquant l'ensemble des acteurs concernés et notamment les élus des collectivités. Ces ateliers ont pour objectif, non seulement de sensibiliser les élus aux problématiques agricoles de leur territoire, mais aussi et surtout de définir une politique d'intervention foncière partagée ainsi que les moyens d'actions correspondants.

Les moyens mis en œuvre sont les suivants :

Période	Prévisionnel 2017	
Phases	Jours conseiller	Intervention stagiaire
1. Identification du potentiel de transmission	10	X
2. Définition des secteurs de reconquête (CDA)	5	X
2. Définition des secteurs de reconquête (SAFER)	6	
COPIL / COTECH	5	X
Rédaction	1	X
TOTAL	27	

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

	Montant en € (2017)	%
PIDIL (Programme pour l'installation et le développement des initiatives locales)	10 000.00 €	46.2 %
Communauté d'Agglomération Dracénoise	7 321,00 €	33.8 %
Participation Chambre d'Agriculture et Conseil Départemental du Var	4 330.00 €	20 %
TOTAL	21 651.00 €	100 %

La Chambre d'Agriculture du Var désignera un interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de la présente convention au sein du service foncier.

Rendu et données :

Un rapport d'étude retranscrivant l'ensemble des résultats des phases du travail devra être élaboré par la Chambre d'agriculture du Var. Il sera remis en 3 exemplaires papier mais également sous format numérique conjointement défini au préalable. La Chambre d'agriculture du Var est chargée de l'élaboration des comptes-rendus de réunions.

L'ensemble des données autres que celles nominatives et notamment le zonage des secteurs à enjeux agricole devront être rendu en version numérique au format préalablement défini par la CAD.

Article 4 : Engagement de la CAD

La CAD s'engage à mettre à disposition de la Chambre d'Agriculture du Var l'ensemble des données dont elle dispose, nécessaires à l'élaboration du travail (Mode d'Occupation du Sol, cadastre numérisé, Plan Locaux d'Urbanisme). La CAD désignera un interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de la présente convention au sein de la Direction de l'Animation Economique et Touristique.

La CAD est également chargée de l'organisation logistique des réunions auxquelles elle participera (notamment celles organisées avec les maires des communes).

A cette fin, les dates des réunions seront fixées conjointement.

Sur la base du plan de financement prévisionnel, la CAD s'engage à octroyer une subvention de 7 321,00 € versée en deux fois :

- 50 % à la fin de la première phase sur présentation des éléments écrits relatifs aux conclusions exposées lors du Comité de Pilotage ;
- Le solde sur présentation de l'ensemble des éléments attendus décrits dans la présente convention.

Article 5 : Obligations communes CAD / Chambre d'Agriculture du Var

Modalités de gouvernance

- **Mise en place d'un groupe de travail technique**

La CAD et la Chambre d'Agriculture du Var s'engagent à constituer un groupe de travail technique réunissant les agents compétents de chaque structure pour mener à bien les missions décrites ci-dessus. Ce groupe de travail technique pourra se réunir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans le respect des objectifs de la présente convention. Les travaux de ce groupe feront l'objet de note technique, compte-rendu et présentation dans les instances de gouvernance respectives des deux structures. Il pourra réunir des agents des structures et collectivités partenaires locales (SAFER, CRPACA, Conseil Départemental du Var, etc.), le cas échéant et en fonction de l'ordre du jour.

- **Mise en place d'un comité de pilotage**

La Chambre d'Agriculture du Var et la CAD s'engagent à présenter les résultats et avancement du travail prévu dans ladite convention dans le cadre du comité de pilotage chargé du suivi de l'élaboration de la Charte Agricole.

- **Organisation :**

La Chambre d'Agriculture du Var, assure le rendu technique de ces deux instances. Elle a en charge la préparation des supports de présentation résultant des travaux réalisés et la réalisation des comptes-rendus. La CAD gardera à sa charge l'organisation logistique des réunions. Les dates seront fixées conjointement.

- **Confidentialité**

En dehors des actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Pour des raisons de confidentialité la chambre d'Agriculture ne fournira pas les données recueillies lors des entretiens individuels avec les exploitants. Les données SIG produites dans le cadre du partenariat seront transmises aux partenaires en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

Article 6 : Contrôle

La Chambre d'Agriculture du Var s'engage à justifier à tout moment sur demande de la CAD l'utilisation des sommes perçues. Elle tiendra à disposition un calendrier justifiant du temps passé pour chaque phase, détaillant le nombre d'entretien et de jours de visite de terrain.

Article 7 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est consentie et acceptée **au titre de l'année 2017**. Elle pourra toutefois être prolongée du délai nécessaire à la réalisation de l'intégralité du travail prévu tout en respectant le montage financier initialement établi.

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de quinze (15) jours suivant la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Article 8 : Reversement de la subvention en cas de non-respect des obligations de la Chambre d'Agriculture du Var

En cas de non-respect par la Chambre d'Agriculture du Var de ses engagements, celle-ci reversera à la CAD les sommes non utilisées.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis pour approbation au Conseil d'Agglomération de la CAD.

Article 10 : Litige

Tout litige né tant de l'interprétation que de l'exécution des présentes, sera porté devant les juridictions Judiciaires de Draguignan et Administrative de Toulon après épuisement de toutes les voies amiables et arbitrales.

Fait à DRAGUIGNAN

Le

Pour la CAD

Olivier AUDIBERT-TROIN

**Président
Député du Var**

Pour la Chambre d'Agriculture du Var

Alain BACCINO

Président